

VILLE DE SAUMUR

Direction des Moyens Généraux
Service Coordination administrative

22

ORIENTATION

Délibération ☒

Information ☐

Commission des Ressources Humaines du 8 Septembre 2021

Comité Technique du 15 Septembre 2021

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2021

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE SAUMUR ET DE SON CCAS AU BENEFICE DE LEURS AGENTS

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-1,

Vu la loi du 2 février 2007 de modernisation de la Fonction Publique,

Vu l'avis du comité technique en date du 15 septembre 2021,

Considérant ce qui suit :

L'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents.

Il s'agit d'une obligation légale et d'une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales qui doit figurer dans le budget.

L'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles.

Dans ce cadre, des prestations d'action sociale individuelles ou collectives peuvent être octroyées ; ces prestations présentent les caractéristiques suivantes :

- le bénéficiaire doit participer, hormis dispositions spécifiques à certaines prestations, à la dépense engagée. Cette participation doit tenir compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.

- elles ne constituent pas un élément de la rémunération, et sont attribuées indépendamment du statut, du grade, de l'emploi et de la manière de servir.

Il appartient à l'organe délibérant de déterminer le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

La gestion des prestations peut être assurée :

- soit par les collectivités locales

- soit pour tout ou partie et à titre exclusif, par des organismes à but non lucratif ou des associations nationales ou locales type loi de 1901.

Depuis plusieurs dizaines d'années, la Ville de Saumur a décidé de confier au Groupement d'Action Sociale, association Loi 1901, la gestion et l'attribution de ses dispositifs d'action sociale au bénéfice de ses agents. Dans ce cadre, la Ville et le CCAS délibéraient régulièrement sur le renouvellement de la Convention liant les collectivités au GAS ainsi que sur la mise à disposition d'un agent de la Ville pour assurer le secrétariat de l'association.

La Ville et les représentants du GAS ont souhaité engager ensemble, une réflexion pour faire évoluer les dispositifs existants en matière d'action sociale. Cette réflexion a notamment eu pour objectif d'élargir les bénéficiaires d'une partie des aides apportées, à l'ensemble des agents titulaires et contractuels de la Ville et du CCAS, et non plus aux seuls adhérents du GAS.

Au regard des discussions menées et de l'avis rendu par le Comité technique, le nouveau dispositif d'action sociale pour la Ville et le CCAS de Saumur sera défini de la manière suivante :

1° - La collectivité a souhaité que tous les agents soient bénéficiaires d'une base de prestations, qu'ils soient ou non adhérents au GAS.

2° - Les allocations sont versées par le GAS pour une grande partie sans charges patronales (uniquement CSG, CRDS pour les titulaires / avec charges salariales et patronales pour les agents du régime général)

3° - Mise en place d'un nouveau système de conditions de ressources sur la base de la ligne 14 de la feuille d'impôts (intègre la situation familiale)

I - POUR TOUS LES AGENTS ADHERENTS OU NON DU GAS : NOUVEAU DISPOSITIF DE PRESTATIONS PROPOSE A TOUS LES AGENTS TITULAIRES (sans limite de carence quand mutation) ou CONTRACTUELS (contrat unique ou contrats cumulés de plus de 6 mois)

CARRIERE	
1 – Médaille du travail	Argent 180 € / Vermeil 230 € / Or 300 € <i>Versé à tous les agents en fonction de leur ancienneté dans la Fonction Publique Territoriale</i>
2 – Départ en retraite	Forfait de 175 € pour les cinq 1ères années + 35€ par année supplémentaire Sur 35 ans au maximum, représentant au plus 1 225 € brut <i>Versé à tous les agents en fonction de leur ancienneté dans une des collectivités signataires de la convention avec le GAS</i>
EVENEMENTS DE LA VIE	
3 – Mariage / PACS	250 € brut
4 – Naissance / adoption / reconnaissance	230 € brut
5 – Décès agent ou conjoint et enfants fiscalement à charge jusqu'à 25 ans révolus	500 € brut
6 – Déménagement	Participation versée aux agents sur présentation d'une facture de location d'un véhicule : 50 % maximum de la facture plafonnée à 200 € Ouvverte à tous les agents et leurs enfants à charge fiscalement jusqu'à 25 ans, une fois tous les 2 ans maximum sauf en cas de changement de situation familiale de l'agent

7 – Recours à une aide familiale en cas de problème grave de santé de l'agent	Remboursement d'un montant maximum de 200 € par an sur présentation de factures d'un organisme agréé + certificat médical attestant la nécessité de cet appui sur la période considérée

II - POUR LES SEULS ADHERENTS ACTIFS DU GAS: PRESTATIONS VERSEES AUX AGENTS TITULAIRES (sans limite de carence quand mutation) ou CONTRACTUELS (contrat unique ou contrats cumulés de plus de 6 mois)

FAMILLES	
8 – Rentrée scolaire en 6ème	Somme versée sous forme de chèque Cadeau : 70 € par enfant (<i>quel que soit le temps de travail de l'agent</i>)
9 – Rentrée scolaire Etudes supérieures (18/23 ans)	100 € par enfant en chèques culture Hors apprentis
10 – Chèques vacances	Sur 3 tranches basées sous conditions de ressources 120/110/90€ + 30 € par enfant L'agent verse 30 €. Enfants pris en compte <u>jusqu'à 18 ans *</u>
11 – Noël des enfants	3 tranches basées sous condition de ressources – (Sans prise en compte du temps de travail de l'agent) 60 à 80 € selon tranche impôts – jusqu'à 16 ans : chèques Cadeau - entre 16 et 18 ans : chèques Culture
	<i>* L'année des 18 ans, soit Noël des enfants, soit allocation rentrée universitaire selon formule la plus favorable.</i>

Le GAS établit en lien avec les collectivités, un règlement d'attribution des aides ci-dessus qui précise l'ensemble des modalités d'attribution (bénéficiaires, délai de dépôt, pièces à fournir, etc...).

L'ensemble des prestations versées par le GAS aux agents bénéficiaires (adhérents ou non au GAS selon tableau ci-dessus) sont refacturées annuellement par le GAS à la Ville et au CCAS (qui remboursent le GAS sous forme de subvention). Les montants versés varient chaque année en fonction du nombre d'aides sollicitées.

En se basant sur les exercices antérieurs, on peut estimer que le coût pour la collectivité, de l'intégration de tous les agents au bénéfice de l'action sociale sur les points 1 à 7 (+70 agents qui n'adhèrent

pas au GAS), pourrait amener à un montant supplémentaire à payer au GAS de 5 000 à 20 000 € maximum selon les années (naissances, mariages, Décès, etc...).

Pour rappel, les montants des prestations sociales reversés par la Ville et le CCAS au GAS au regard des prestations réelles attribuées étaient de :

VILLE	98 156 € en 2020 107 418 € en 2019
CCAS (dont Sagesse)	13 305 € en 2020 13 603 € en 2019

LES AUTRES ECHANGES FINANCIERS ENTRE LA VILLE, LE CCAS ET LE GAS

Au delà du remboursement effectué par les collectivités adhérentes de la totalité des aides versées au titre de l'action sociale (remboursement au réel chaque année – voir ci-dessus), la Ville et le CCAS versent au GAS une subvention de fonctionnement calculée sur la base de **91 €** par adhérent, actif ou retraité (88,68 € les années antérieures)

Pour 2020, cette subvention, (calculée sur 88,68 €) représentait des montants de :

- 47 700 € pour la Ville
- 2 400 € environ pour le CCAS
- 3 500 € environ pour La Sagesse.

Ces montants, ajoutés aux cotisations des adhérents (12 800 € environ pour 2020), aux recettes de locations de la Ferme du Petit Souper ou de l'appartement de Super Lioran appartenant au GAS, ainsi qu'aux recettes des différentes manifestations organisées, permettent au GAS d'assurer ses frais de fonctionnement.

A noter que les plus gros postes de ces dépenses de fonctionnement sont notamment, des dépenses refacturées par la Ville au GAS :

- frais de personnel 32 000 €
- le loyer des locaux occupés par le GAS dans différents sites municipaux pour 6 000 €
- la location (et charges) du Petit Souper pour 15 000 € environ
- les frais de télécom ou de photocopies refacturés pour environ 2 000 €

Les crédits correspondants sont inscrits chaque année au budget de la Ville et du CCAS.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal,

Décident:

- de confier au GAS de Saumur, la gestion de son dispositif d'action sociale
- de mettre en place l'ensemble des dispositifs d'action sociale au bénéfice de ses agents, dans les conditions ci-dessus décrites
- que ces dispositifs seront attribués conformément au règlement intérieur du GAS

Précisent que les bénéficiaires seront

- les fonctionnaires territoriaux stagiaires et titulaires en position d'activité
 - les agents contractuels en activité
 - les agents de droit privé de la collectivité
- avec une condition d'ancienneté de 6 mois.

Pour l'ensemble des ces prestations, une participation du bénéficiaire à la dépense engagée, notamment compte tenu de ses ressources, est prévue.

Une Convention définissant plus globalement les modalités des relations entre le GAS et la Ville et son CCAS est présentée en annexe à la présente délibération.

Les membres du Conseil Municipal sont invités à autoriser le Maire à signer cette convention **pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022**, ainsi que tous les avenants ou toute pièce se rapportant à cette affaire. Un bilan sera établi à l'issue de cette période afin de déterminer de manière plus durable la politique d'action sociale de la Ville et du CCAS avec le GAS.

Le Conseil Municipal est appelé à en délibérer.

La Directrice,

Signé

Valérie TEXIER

L'adjointe déléguée,

Signé

Géraldine LE COZ